

REGLEMENT

CONCERNANT L'ELIMINATION

DES DECHETS URBAINS ET AUTRES DECHETS

DE LA COMMUNE DE LAJOUX



Bases légales

- La loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux; RS 814.20) et ses ordonnances d'exécution;
- La loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE; RS 814.00);
- L'ordonnance fédérale du 10 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD; RS 814.600);
- La loi du 24 mars 1999 sur les déchets (RSJU 814.015);
- L'article 7 du décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes (RSJU 190.611);
- L'article 14 du règlement d'organisation de la commune mixte de Lajoux du 20 novembre 2002;

Remarque : les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Tâches de la
Commune

Article premier ¹ La Commune mixte de Lajoux (dénommée ci-après : la Commune) mène une politique visant à limiter la production des déchets et à promouvoir leur tri et leur valorisation.

² Elle exerce la surveillance de l'élimination des déchets de toute nature produits ou détenus sur son territoire.

³ Elle organise l'élimination des déchets urbains dont l'élimination par le détenteur ne peut être exigée.

⁴ Elle informe la population et les entreprises des possibilités de valorisation et les sensibilise à l'importance d'une bonne gestion des déchets.

Champ
d'application

Art. 2 Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux personnes domiciliées, en séjour ou de passage sur le territoire communal ou qui y exercent une activité quelconque.

Définitions

Art. 3 Au sens du présent règlement, on entend par

- déchets urbains : les déchets produits par les ménages ainsi que les autres déchets de composition analogues provenant de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des services; en sont exclus les déchets de chantier et les déchets spéciaux;
- déchets urbains incinérables : les déchets urbains, collectés dans des récipients usuels (sacs, conteneurs), dont la valorisation n'est pas appropriée et qui doivent de ce fait être incinérés, à l'exclusion de ceux qui font l'objet d'une collecte sélective;
- déchets encombrants incinérables : les déchets urbains incinérables qui ne peuvent être collectés dans des récipients usuels en raison de leur encombrement.

Dépôt de déchets :
interdiction

Art. 4 ¹ Sur tout le territoire communal, il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner les déchets de toute nature, y compris les menues ordures, véhicules et autres engins. Fait exception le dépôt de certaines catégories de déchets aux endroits expressément désignés à cet effet.

² Il est également interdit de déverser dans les canalisations des déchets liquides, boueux ou solides de tout genre (huiles minérales et végétales, solvants, déchets solides broyés, y compris les déchets de cuisine, etc.).

³ Il est de même interdit de déposer sur le sol, dans le sol ou dans les eaux de telles matières, même mises en récipients.

Incinération des déchets

Art. 5 Il est strictement interdit d'incinérer des déchets de toutes sortes en plein air ou dans des installations de combustion privées.

Déchets compostables

Art. 6 ¹ Les déchets urbains compostables doivent être séparés des déchets urbains incinérables en vue de leur valorisation.

² La Commune encourage par des informations et des conseils le compostage individuel.

³ Au besoin, elle organise la collecte des déchets compostables.

⁴ Le service public de collecte des déchets compostables ainsi que leur transport jusqu'à l'installation régionale de compostage attribuée à la commune sont délégués à Celtor SA; le Conseil communal est compétent pour conclure à cet effet une convention avec Celtor SA.

CHAPITRE II : Collecte des déchets

Tâches de la Commune

Art. 7 ¹ La Commune organise le tri, la collecte et le transport des déchets urbains jusqu'aux installations d'élimination agréées.

² Elle exerce la surveillance de l'élimination conforme des déchets dont elle assure la collecte, de même que des déchets dont le détenteur est responsable de l'élimination.

Délégation de tâches

³ Le service public de collecte des déchets urbains incinérables, des déchets encombrants incinérables, ainsi que leur transport jusqu'à l'installation d'incinération attribuée à la Commune sont délégués à CELTOR S.A.; le Conseil communal est compétent pour conclure à cet effet une convention avec CELTOR S.A.

Collecte des déchets urbains
1. Principe

Art. 8 ¹ La collecte des déchets urbains s'opère soit par le service public de collecte, soit par le dépôt des déchets dans les points et centres de collecte communaux (déchetteries) ou régionaux.

² Le Conseil communal décide du mode de collecte de chaque catégorie de déchets, au besoin en accord avec CELTOR S.A.

2. Déchets urbains
incinérables

Art. 9 ¹ Dans la mesure du possible, la collecte des déchets urbains incinérables est effectuée par le service public de collecte aux points définis par la commune.

² Le Conseil communal peut toutefois exclure de la tournée du service public les habitations dont l'éloignement de la zone à bâtir justifie cette mesure. Les détenteurs de déchets concernés devront déposer ces derniers à l'endroit qui leur sera désigné.

³ Les déchets seront mis dans des sacs officiels dont le poids ne devra pas dépasser 18 kilos. Ils pourront également être mis dans des conteneurs agréés, selon les modalités fixées par le Conseil communal et en accord CELTOR S.A.

⁴ Les déchets ne seront déposés sur la voie publique qu'au jour du ramassage; ils ne devront faire obstacle ni à la circulation routière ni aux piétons.

3. Collecte
sélective

Art. 10 ¹ La Commune organise la collecte sélective des déchets qui peuvent être valorisés ou dont l'élimination exige un traitement particulier, tels que le verre, le papier, le carton, le métal, le PET, les huiles minérales et végétales, les déchets compostables, les déchets encombrants incinérables, etc.

² Le Conseil communal peut étendre la collecte sélective à d'autres déchets.

Déchets non
collectés

Art. 11 ¹ Les déchets suivants ne sont pas collectés par la Commune et doivent être éliminés par leur détenteur conformément aux prescriptions légales :

- les déchets de chantiers et les matériaux d'excavation : ces déchets doivent être entreposés dans une décharge ou remis à un centre de tri agréés;
- les déchets spéciaux des ménages : ces déchets doivent être remis au centre régional de collecte désigné par le canton ou aux commerces tenus de les reprendre;
- les déchets d'abattage et de boucherie et les cadavres d'animaux : ces déchets doivent être remis au centre régional de ramassage des sous-produits animaux à Montfaucon
- les déchets provenant de la production industrielle, du commerce, de l'artisanat, et des services, en particulier les déchets spéciaux : ces déchets doivent être remis à une entreprise d'élimination agréée.

² Pour les autres déchets non collectés par la Commune, tels que sagex, vêtements et chaussures usagés, piles, lampes fluorescentes, appareils électriques et électroniques, etc., le Conseil communal oriente la population vers les organisations, commerces et entreprises qui se chargent de leur récupération.

³ L'article 10, alinéa 2, ci-dessus demeure réservé.

Programme de
collecte

Art. 12 Chaque année, la Commune fait parvenir à tous les ménages un calendrier officiel sur lequel figurent le programme et le mode de collecte des différents types de déchets, ainsi que des informations destinées à favoriser les techniques de valorisation.

Prescriptions particulières
1. Séparateurs d'huile et d'essence

Art. 13 ¹ Les utilisateurs de séparateurs d'huile et d'essence sont tenus de faire vider ceux-ci régulièrement et à leurs frais par une entreprise agréée.

² Les résidus provenant de séparateurs ainsi que des révisions et nettoyages de citernes seront évacués conformément aux prescriptions légales.

2. Elimination de vieux matériaux et engins

Art. 14 ¹ Les amas de vieux matériaux et engins de tout genre, ainsi que les véhicules hors d'usage et leurs accessoires doivent être éliminés à leurs frais par leur détenteur ou par le propriétaire du fonds sur lequel ils sont entreposés.

² Demeure réservé le droit de recours à l'égard des personnes responsables.

³ Si les prescriptions ou les dispositions particulières ne sont pas observées, le Conseil communal ordonne l'exécution par substitution aux frais de l'assujetti.

CHAPITRE III : Financement

Taxes

Article 15 ¹ Le financement de l'élimination des déchets collectés par la Commune est assuré par la perception d'une taxe de base, d'une taxe au sac et de taxes spéciales.

² La taxe de base couvre notamment :

- Les frais de collecte et de transport des déchets urbains incinérables.
- Les frais de collecte, de transport et d'incinération des déchets encombrants incinérables, selon le décompte CELTOR S.A.
- Les frais d'élimination des déchets collectés séparément en vertu de l'article 10;
- La redevance prévue par l'article 34 de la loi sur les déchets.

³ La taxe au sac couvre les frais d'incinération des déchets urbains incinérables à charge de CELTOR S.A.

⁴ Des taxes spéciales peuvent être perçues pour couvrir les frais d'élimination de certaines catégories de déchets, tels que frigos, congélateurs, appareils électriques et électroniques, déchets encombrants, déchets de chantier, etc., dans la mesure où la commune se charge de leur élimination.

Fixation des taxes

Art. 16 ¹ L'Assemblée communale adopte un règlement tarifaire qui fixe les bases de calcul et le barème de la taxe de base, ainsi que les modalités de perception.

² Dans les limites du barème adopté par l'Assemblée communale, le Conseil communal fixe le montant de la taxe de base de manière à couvrir tous les frais liés à l'élimination des déchets et financés par cette taxe.

³ Le Conseil communal décide de la perception de taxes spéciales pour certaines catégories de déchets (art. 15, al. 4) et fixe le montant de ces taxes de manière à couvrir les frais effectifs d'élimination.

⁴ La compétence de prélever une taxe sur la vente de sacs, de brides pour conteneurs ou de vignettes est déléguée à l'entreprise mandatée en vertu de l'article 7 alinéa 3. Le Conseil communal est compétent pour régler avec ladite entreprise les modalités d'application de la taxe au sac.

CHAPITRE IV : Dispositions pénales

Amende

Art. 17 ¹ Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende jusqu'à cinq mille francs, pour autant que d'autres dispositions pénales fédérales ou cantonales ne soient pas applicables.

² L'amende est infligée conformément au décret concernant le pouvoir répressif des communes¹⁾.

CHAPITRE V : Voies de droit

Opposition

Art. 18 ¹ Toute décision prise dans le cadre du présent règlement, peut faire l'objet d'une opposition.

² L'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure de recours ultérieure. Elle est adressée par écrit, dans un délai de 30 jours, à l'autorité qui a rendu la décision. Elle doit être motivée et comprendre les éventuelles offres de preuve, conformément aux articles 94 et ss du Code de procédure administrative.

CHAPITRE VI : Abrogation, modification, entrée en vigueur

Abrogation

Art. 19 Le présent règlement abroge le règlement du 31 mars 1987 concernant le ramassage des ordures et le règlement concernant les déchets du 23 août 1990, ainsi que toutes autres dispositions qui lui sont contraires.

Modification

Art. 20 L'Assemblée communale est compétente pour modifier le présent règlement.

Entrée en vigueur

Art. 21 Le Conseil communal fixe l'entrée en vigueur du présent règlement après son approbation par le Service des communes.

¹⁾ RSJU 325.1

Accepté par l'Assemblée communale du 26 avril 2007

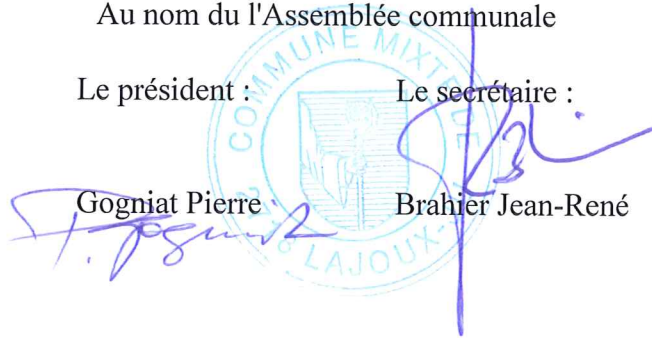
Au nom de l'Assemblée communale

Le président :

Le secrétaire :

Gogniat Pierre

Brahier Jean-René



Certificat de dépôt

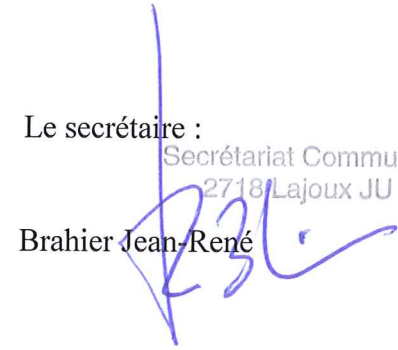
Le secrétaire communal soussigné certifie que le règlement concernant l'élimination des déchets urbains a été déposé publiquement durant le délai légal, soit 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée communale du 26 avril 2007
Il n'a fait l'objet d'aucune opposition.

Lajoux, le 27 septembre 2007

Le secrétaire :

Secrétariat Communal
2718 Lajoux JU

Brahier Jean-René



Règlement approuvé sans réserve par le Service des communes du Canton du Jura en date du ...

APPROUVÉ
~~2007~~/sans réserve
17 JAN. 2008
Delémont, le
Le Chef du Service des communes

